Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## S'opposer aux attaques patronales!

Courir pour le travail, régler une facture, passer faire des courses tout en calculant ce qu'il restera après avoir pavé le lover... La Terre a beau avoir fait une fois de plus le tour du Soleil, pour la grande majorité d'entre nous, le quotidien a repris à toute vitesse, avec toutes les galères habituelles... et avec les nouvelles. Car les problèmes s'accumulent ces dernières années.

Pour ceux qui ont un emploi, il faut travailler avec des moyens toujours plus réduits. Et pour ceux qui ont été licenciés, comment retrouver un emploi et un salaire correct alors que des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés, que beaucoup d'entreprises licencient ou ferment ?! Rien que dans les grandes entreprises, en 2024, plus de 12.000 travailleurs ont été concernés par licenciement collectif. grande bourgeoisie, qui continue à faire des profits faramineux, préfère licencier pour les préserver voire les augmenter encore.

Alors ça fait grincer les dents de voir les représentants du grand patronat venir pleurer la bouche pleine pour réclamer du futur gouvernement en formation encore plus de mesures contre les travailleurs. Surtout que le programme de l'« Arizona » (MR, Les Engagés, NVA, CD&V, Vooruit)

deaux aux grands patrons!

Pieter Timmermans, représentant du patronat (FEB), et son homologue flamand, Rudy Provoost (Voka), se sont exprimés dans la presse début janvier. Entre les pleurs (« nous sommes sur la corde raide » dit Timmermans), les représentants patronaux présentent leurs exigences pour le nouveau gouvernement, entre autres une limitation des allocations de chômage dans le temps et la suppression des primes de nuit entre 20h et minuit.



Ces deux exigences, le futur gouvernement Arizona les a depuis longtemps inscrites dans son programme. Et ce ne sont que deux éléments parmi un ensemble de mesures qui s'en prennent à l'ensemble des classes populaires. Concernant les salaires et les allocations, l'Arizona envisage de limiter encore plus l'indexation des salaires et de geler l'indexation des allocations

ressemble déjà à une liste de ca- d'insertion ou de chômage de longue durée. Elle prévoit aussi des mesures pour imposer davantage le travail du dimanche, les jours fériés et les heures supplémentaires: « 360 heures supplémentaires volontaires sans motif, sans sursalaire ni repos compensatoire et pour lesquelles le brut équivaut au net, c'est-à-dire sans cotisation sociale ni impôt ».

> Concernant les pensions. l'Arizona s'attaque aux régimes d'allègement de fin de carrière tout en instaurant un « malus » pour celles et ceux qui partiraient avant leur « carrière complète ». Elle veut aussi limiter l'accès à la pension minimum et relever progressivement à 67 ans l'âge de la retraite pour les accompagnateurs de trains ou les militaires qui en étaient exemptés.

> Il faudrait des pages pour faire la liste des mesures qui se négocient : réforme de l'impôt au bénéfice des riches, réduction de la protection des délégués syndicaux, augmentation des accises sur l'essence, période d'attente de cing ans pour l'accès aux droits sociaux pour les réfugiés, scission d'institutions comme l'IRM ou d'autres établissements scientifigues fédéraux, fusion du pouvoir de la police et de la sûreté de l'État, retour du projet de loi antimanifestation, etc.

Difficile de prédire quelles mesures sortiront finalement de l'accord de gouvernement. Mais rien que la fin de la prime de nuit entre 20h et minuit est déjà une attaque violente sur les salaires! Cela signifie une baisse de salaire de 100 à plus de 300 euros alors que les métiers de nuit sont déjà difficiles et mal payés : ouvriers à pauses, personnel dans le secteur des soins, du transport ou de la logistique, cheminots, travailleurs de l'Horeca ou du nettoyage.

sive que mène le grand patronat contre les travailleurs afin de protéger ses profits. Pour préparer les conflits armés que cette concurrence économique peut pas manquer de faire éclater, tous les gouvernements augmentent les budgets militaires. Début janvier, les mêmes partis qui font mine de se disputer sur le programme de l'Arizona ont tous émis un avis favorable au projet d'équiper les drones de missiles.

Alors sans réponse collec-Et les attaques de l'Arizona tive du monde du travail, le quone sont qu'une facette de l'offen- tidien de la très grande majorité

des travailleurs risque de se dégrader violemment, du fait des multiples attaques des patrons et des gouvernements. Et aussi à cause d'un environnement international de plus en plus belliqueux où les populations servent de chair à canon pour les appétits économiques des grandes puissances.

C'est pourquoi il est vital que les travailleurs se défendent, non seulement contre la pluie d'attaques contre les conditions de vie, les salaires et les services publics, mais aussi contre tout ce système capitaliste.

## Licenciements, restructurations: pour une défense collective des travailleurs !

Les annonces de licenciements, de restructurations, ou fermetures, s'enchaînent alors qu'on vient à peine de commencer l'année...

### Hexcel Corporation: 109 emplois menacés

Leader de la fabrication de matériaux composites à destination de l'aérospatial, l'entreprise a annoncé début janvier son intention de fermer l'usine de Welkenraedt près de Liège.

La procédure Renault a été enclenchée. Le groupe emploie 5.300 personnes et compte 22 sites de production dans le monde pour des ventes annuelles frôlant 1,8 milliard de dollars.

### Galapagos: 300 emplois menacés

Société de biotechnologie basée à Malines, Galapagos a annoncé mercredi 8 janvier son intention de se scinder en deux sociétés cotées et de procéder à une réorganisation avec, entre autres, la suppression de 300 emplois. Au siège de Malines, la scission pourrait entraîner la suppression de deux tiers des emplois.



#### Univercells: 113 emplois menacés

L'entreprise wallonne biotechnologie Univercells a elle aussi annoncé son intention de restructurer son activité en supprimant des emplois. Selon les syndicats: « Cette réorganisation du groupe entraînera la suppression de 73 postes en CDI et d'une quarantaine de consultants et intérimaires ».

### Tupperware: 270 emplois menacés

l'usine **Tupperware** d'Alost, les travailleurs ont entamé la semaine du 6 janvier leurs dernières journées de travail. Fin décembre. la multinationale avait annoncé la fermeture de l'usine.

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Les travailleurs, depuis longtemps forcés à une forme de chômage temporaire qui a fortement diminué leurs salaires, n'ont toujours aucune information sur les indemnités de licenciements. La multinationale emploie 12.000 personnes dans le monde et a un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de dollars.

#### Pour une défense collective!

annonces viennent Ces s'ajouter à toutes les restructurations et procédures de licenciement en cours comme celle de Thalès à Charleroi ou aux annonces de fermetures de magasins, comme Krëfel qui va fermer quatre magasins en 2025, avec une incertitude sur l'avenir des emplois liés. Et parmi les entreprises qui ferment, il y a une grande partie de multinationales qui ont maintenu voire augmenté leurs profits durant ces dernières années. C'est l'ensemble du monde du travail qui est visé!

Alors il faudra une réponse de l'ensemble des travailleurs. Contrairement à la défense entreprise par entreprise, un large mouvement des travailleurs pourrait faire reculer les actionnaires et le grand patronat.

## Derrière les "petites entreprises", le grand capital!

Univercells:
les patrons ne sont pas
des « princes charmants »

Présenté comme un « fleuron wallon », Univercells est un sous-traitant du secteur pharmaceutique pour les phases de développement et de production de nouvelles molécules. Ses actionnaires sont des fonds financiers, comme KKR, la Fondation de Bill Gates ou encore le fonds de Georges Soros.

Univercells, comme bien d'autres, a permis à ces spéculateurs et ces soi-disant bienfaiteurs de capter des prêts à des taux intéressants (30 millions de la Banque Européenne d'Investissement en 2019) et des aides publiques de la Région wallonne (entre autres, un financement de 2,6 millions pour sa filiale Exothera en 2022).

Lors de la crise du Covid, une pluie de milliards d'argent public s'est déversée sur le secteur, permettant à des entreprises comme Univercells de grandir rapidement. Cet argent est également allé grossir les marges bénéficiaires de fournisseurs d'équipements médicaux et de matériel stérile. Des augmentations de prix du simple au double n'étaient pas rares.

Il n'y a que pour les tra-



vailleurs que cela n'a jamais été la fête. Dans les phases de développement comme à la production, c'est toujours la pression pour aller plus vite. A présent, la direction découpe l'entreprise en morceaux afin de faciliter les suppressions d'emplois ou de les vendre au plus offrant.

Les travailleurs, depuis les chercheurs jusqu'aux ingénieurs, aux laborantins et aux ouvriers, produisent les vaccins et les médicaments qui sauvent des vies, mais ils dépendent de parasites capitalistes qui tirent leurs profits de l'exploitation et des subsides publics.



# Galapagos: scinder, licencier, racheter

Galapagos, dont la société mère est basée à Malines, est une autre firme du secteur de la biotechnologie. Sa direction a annoncé un plan de restructuration qui, comme pour Univercells, découpe l'entreprise en morceaux. Cette décision implique 300 licenciements en Europe, soit 40% du personnel. C'est ainsi que la direction veut récupérer du cash pour augmenter les dividendes, financer le rachat d'entreprises gérant des molécules prometteuses d'autres du secteur.

Galapagos n'est pas une petite PME luttant pour sa survie, mais une grande entreprise appartenant à des fonds d'investissement et des géants mondiaux du secteur, comme le groupe Gilead.

# 2024 : record de licenciements

Audi, LQK, Agfa, Ontex, Barry Callebaut, Beaulieu, Worldline...

Depuis dix ans, le nombre de licenciements collectifs n'avait jamais été aussi élevé. À elles seules, les procédures Renault ont concerné plus de 12.000 licenciements en 2024. Pourtant, même ce chiffre sous-estime largement le nombre réel de suppressions d'emplois.

Pour coller à la réalité, il faut y ajouter tous les postes suppriles petites dans moyennes entreprises, les plans de licenciement de moins de dix travailleurs, les contrats à durée déterminée (CDD) et intérimaires qui n'ont pas été renouvelés, les départs à la retraite qui n'ont pas été remplacés. Il faut compter les 27.000 emplois supprimés dans le cadre d'entreprises déclarées en faillite, dont Van Hool qui, à elle seule, en a supprimé 2.500.

En résumé, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leur salaire en 2024, pour la plupart dans l'ombre et le silence.



Les actionnaires et les patrons licencient à tour de bras, alors qu'ils ont des milliards tout autour du ventre! Il font payer la crise aux travailleurs, tout en continuant à s'enrichir, comme le groupe Volkswagen, propriétaire d'Audi qui a fait 18 milliards de bénéfices nets en 2023.

Oui cette richesse existe. Elle est produite tous les jours par les travailleurs. Il n'y a aucune bonne raison de laisser les capitalistes continuer de nous appauvrir en nous licenciant, nous ou nos collègues.

C'est d'autant plus vrai qu'ils n'ont pas prévu de lâcher du lest en 2025. Rien que la première semaine, ils ont annoncé des renvois collectifs chez SVK, une entreprise de construction, chez Univercells (113 licenciements sur 400 employés) et Galapagos (300 sur 700), deux entreprises de biotechnologies.

Face aux licenciements collectifs des patrons, il faut mener des luttes collectives des travailleurs! C'est le seul moyen de défendre nos salaires, nos retraites, tous les intérêts généraux des travailleurs dans cette société dirigée par, et pour, les capitalistes.

### Témoignage : licenciements chez Tractebel

En novembre 2024, Tractebel, une filiale d'Engie dans laquelle je travaille, a annoncé la fermeture de certaines branches et la mise au chômage d'une cinquantaine de salariés aux fonctions « supports ».

La direction ne cherche même pas à être cohérente dans ses communiqués : ces postes d'assistants et de RH sont non facturables aux clients et donc ne rapporteraient pas... Comme si ces collègues ne se levaient pas tous les matins pour faire tourner l'entreprise. Le travail qu'ils ne feront plus retombera sur ceux, déjà surchargés, qui restent.

On nous dit aussi qu'il faut s'attaquer aux branches (renouvelable et gaz) moins rentables par rapport au nucléaire, comme si c'était la faute des assistants si le bon vent des subventions va à telle ou telle énergie.

L'année dernière, l'État belge, au pied du mur de la crise énergétique, avait pris en charge le paiement du démantèlement des centrales d'Engie si ce dernier acceptait de prolonger un peu leur exploitation.

Cet accord a été très fructueux pour Engie et Tractebel qui se débarrassent d'un démantèlement estimé pour l'instant à 41 milliards d'euros. Quand une autre branche deviendra plus rentable que le nucléaire, ce sera au tour des travailleurs du nucléaire de se faire virer ? En réalité, ces fausses raisons servent à nous diviser... On se dit que les métiers techniques sont protégés, que cela ne nous concerne pas... Dans quelques années ce sera le tour des ingénieurs qui, en conséquence, feront « trop de tâches support » d'être mis à la porte.

Ces stratégies du management, on ne les connaissait pas encore, et les syndicats ne font pas le travail pour nous y préparer. Les seules communications que l'on reçoit viennent de la direction qui nous assure que les négociations avec les syndicats se passent « dans le calme et la sérénité »...

Entre chaque équipe, chaque filiale, chaque secteur ou chaque pays, ces entreprises qui rapportent des milliards à leurs actionnaires, nous divisent. Il n'y a qu'en luttant ensemble qu'on pourra s'opposer à leurs injustices!

# Audi : les patrons ne font pas de cadeau

Chez les firmes sous-traitantes d'Audi, la première semaine de 2025 était marquée par les réunions avec les directions des différentes entreprises présentes sur le site. Alors que les directions des sous-traitants avaient toujours refusé de parler de chiffres en novembre et décembre, ils annoncent maintenant des montants qui sont autant de gifles aux ouvriers : une prime unique de 1.500 euros chez Imperial (DP World) appelée cyniquement « prime d'adieu », 300 euros par année d'ancienneté chez Rhenus...!

Le moment est choisi. Après quatre mois d'occupation devant l'usine et neuf semaines de grève chez Imperial (DP World), beaucoup de travailleurs ont juste envie de pouvoir tourner la page.

Les sous-traitants espéraient que les travailleurs d'Audi les rejoignent dans la lutte. Cela ne s'est pas fait.

Les organisations syndicales d'Audi y étaient opposées dès le départ et ont tout fait pour maintenir les travailleurs d'Audi dans l'attente des résultats des négociations, sans mobilisation, et isoler les travailleurs sous-traitants mobilisés.

Le mouvement, sans perspective pour gagner de nouvelles troupes à la lutte, était condamné à s'essouffler sous les pressions et divisions qui n'ont pas manqué de s'exercer.

Les travailleurs d'Audi, eux, n'ont toujours aucune nouvelle quant aux montants du « plan social » de la direction, qui se moque des négociations avec les syndicats, et a annoncé vouloir soumettre ses propositions directement aux travailleurs. Les chiffres non-officiels qui circulent dans les groupes whatsapp ne dépassent pas les indemnités de la restructuration de 2006-2007, alors que le groupe réalise neuf

fois plus de bénéfices aujourd'hui!

La fermeture d'Audi doit servir d'avertissement. Les licenciements vont se multiplier. Il faut préparer la lutte large et déterminée qui sera nécessaire pour faire reculer les licencieurs. Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise des capitalistes!



### Capitalisme en crise

# Premier janvier : tout augmente, sauf les salaires

L'année commence, les vieilles habitudes restent : le 1er janvier est venu avec son lot d'augmentations des prix et des tarifs.

Le prix de distribution de l'électricité et du gaz en Wallonie augmente de 14% en moyenne. Les opérateurs télécoms augmentent leurs tarifs, certains abonnements déjà très chers coûtent jusqu'à 3,50 € supplémentaires par mois. Le prix du timbre postal augmente également. Pour les simples lettres comme pour les colis, ce sera de 2 à 5% en plus. Les tarifs des bus TEC augmenteront eux de 3,74% le 1er février. C'est sans parler, bien sûr, des prix de la nourriture, du carburant ou des loyers aui continuent de monter mois après mois.

Ces hausses de prix sont de véritables coups portés au budget des familles ouvrières. Et ce que les dirigeants osent appeler « indexation des salaires » ne suffit pas à compenser l'augmentation des prix.

Les prix montent, mais les salaires, les allocations et les retraites stagnent ! La classe capitaliste va continuer à nous appauvrir tant que la classe ouvrière ne l'aura pas contrainte à céder des augmentations de salaires dont le montant sera fixé et contrôlé par les travailleurs eux-mêmes.



### Les pétards de Francken

Profitant de quelques grabuges anti-sociaux provoqués à Bruxelles le soir du nouvel an (une soixantaine de voitures incendiées, quinze véhicules de la Stib endommagés et 159 arrestations), Théo Francken (N-VA) s'est fendu d'une sortie dans la presse pour appeler à l'emploi d'armes « non-létales » par la police, telles que la carabine FN 303, lors « d'émeutes ».

La démagogie du politicien d'extrême droite Francken n'est pas qu'anecdotique. Elle participe d'un courant favorable au raidissement du caractère policier de l'État.

La tendance n'est pas nouvelle, mais la crise et ses conséquences amènent les politiciens au gouvernement à préparer la répression de mouvements sociaux. Récemment des ouvriers d'Audi mobilisés pacifiquement à l'occasion d'une négociation dans le cadre de la loi Renault, ont été violemment expulsés de l'usine de Forest par des policiers postés à l'intérieur.

Par ailleurs, l'État belge, ainsi que onze policiers sont actuellement assignés devant le tribunal pour divers abus qui auraient été commis lors de la répression d'une manifestation durant le confinement en 2021.

Aujourd'hui, c'est l'appel à l'emploi d'armes pour réprimer le vandalisme, demain ce sera pour tenter de réprimer les révoltes des travailleurs.

# Salaires mirobolants des CEO: miettes des capitalistes

Les dirigeants des entreprises du BEL20 (les vingt principales entreprises cotées en bourse en Belgique) ont déjà gagné, après cinq jours de travail, plus que le salaire annuel de la plupart des travailleurs. En effet, leur salaire est en moyenne cinquante fois supérieur à celui des travailleurs. Ilham Kadri, la patronne de Syensqo, a gagné, rien qu'en 2023, 17,3 millions d'euros! Michel Doukeris, CEO d'AB Inbev, a touché, lui, 5,6 millions l'an dernier.

Cette accumulation de fortune dans un océan de misère est choquante! Mais les CEO ne sont que les laquais grassement payés de leurs maîtres capitalistes qui, eux, gagnent des milliards. Alexandre Van Damme, actionnaire d'AB Inbev, a une fortune estimée à 10,5 milliards d'euros. C'est 7,5 milliards d'euros pour la famille Spoelberch, aussi actionnaire d'AB Inbev.

En prenant sur ces fortunes, il y aurait largement assez pour payer les pensions, les hôpitaux, et embaucher dans tous les secteurs!

# Arizona : sept mois de négociations

Le futur gouvernement sera peut-être sur pied fin janvier, peut-être pas... Depuis les élections fédérales du 9 juin, les négociations secrètes se poursuivent. Les différents partis de l'«Arizona», la coalition présumée du futur gouvernement fédéral, sont pourtant d'accord sur l'essentiel du programme : s'en prendre aux travailleurs pour satisfaire les capitalistes.

Mais les négociations durent, notamment sur les questions fiscales. Le Vooruit chercherait notamment à introduire quelques mesures symboliques sur la taxation des plus-values boursières et la « participation des épaules les plus larges » aux « efforts budgétaires ». Mais ce n'est qu'une tentative pour préserver son image et ses scores électoraux.

Tous les partis savent que l'offensive patronale est telle qu'en allant au pouvoir ils ne peuvent que se discréditer auprès d'une large frange de leur électorat populaire. C'est en partie ce qui explique la crise politique en cours avec des négociations qui traînent en longueur.

Mais peu importe ce que ça leur coûtera électoralement, tous les partis qui entreront au gouvernement se préparent à se montrer « responsable » (devant la bourgeoisie), et à appliquer les exigences essentielles du grand patronat. Ils savent qu'ils sont au service de la classe capitaliste.

# Manifestation contre la réforme des retraites

Lundi 13 janvier, les syndicats appelaient à la grève contre la réforme des pensions envisagée par la coalition «Arizona» qui négocie la formation du prochain gouvernement. Les retraites de millions de travailleurs de tous les secteurs seraient ainsi rabotées, retardées dans le temps.

Selon les syndicats, les enseignants, par exemple, perdraient de 200 à 400 euros de retraite par mois!

Pour baisser ainsi les pensions des enseignants, les partis de l'Arizona prévoient de trafiquer le fonctionnement du système de retraite.

Tout d'abord, leur plan prévoit de faire passer de 42 à 45 ans le nombre d'années de travail nécessaire pour obtenir une pension complète.



Ensuite, la « période de référence » pour le calcul de la pension passerait des dix dernières années, à l'entièreté de la carrière. Cela ferait baisser mécaniquement le niveau des pensions car le salaire est plus élevé dans les dernières années travaillées. De plus, les augmentations de salaire des enseignants actifs ne se répercuteraient plus sur le niveau de la pension des enseignants à la retraite, comme c'est le cas aujourd'hui. Les pensions resteraient donc bien plus faibles.

Enfin, les périodes que les enseignants auraient passées au chômage, en prépension ou en « emploi de fin de carrière » ne seraient plus assimilées à des périodes travaillées normalement pour le calcul du niveau des pensions. Cela réduirait encore leur niveau!

### Et les francophones?

Les syndicats de l'enseignement flamand annonçaient une grève importante le 13 janvier en Flandre, de nombreuses écoles seraient fermées et des délégations importantes se rendraient à Bruxelles. Mais du côté francophone, les syndicats n'ont guère mobilisé pour le 13 janvier mais annoncent des actions d'ici la grève des 27 et 28 janvier. Une façon de diviser les travailleurs avant même que la lutte ne démarre.

Cette manifestation interprofessionnelle était pourtant l'occasion de discuter et de se rendre compte que, malgré les divisions communautaires, les problèmes des enseignants sont les mêmes en Flandre et en Wallonie : manque de collègues, bâtiments en ruine, salaire, pension, précarisation des élèves, etc.



Contre les plans de ce gouvernement et contre toutes les attaques de la bourgeoisie, seule une lutte large peut payer. Les problèmes sont similaires dans tous les secteurs et ce n'est qu'en imposant un rapport de force de tout le monde du travail que l'on les fera reculer.

### Journée de mobilisation réussie dans la fonction publique

directions syndicales attendaient 10.000 manifestants ce lundi 13 janvier : finalement, ils étaient environ 30.000 contre le projet de réforme des pensions du futur gouvernement. L'appel à la grève nationale a quant à lui été bien suivi dans plusieurs services publics : sur le rail, il a même fallu que les chefs se remettent en cabine de pour conduite faire rouler quelques trains!

L'enseignement flamand a donné le gros des troupes manifestantes. Trois profs de materet primaire dont la pancarte disait « We zijn als citroen geperst » (« nous sommes pressées comme des citrons ») expliquent: « on a moins de 30 ans et on est déjà épuisé! ». Un autre dénonce le sous-effectif « l'école ressemble à une garderie! Les problèmes dans les écoles flamandes sont les mêmes qu'en Wallonie et à Bruxelles! ». Une troisième enseignante exprime sa colère contre le gouverflamand nement aui veut sanctionner les parents qui ne parlent pas néerlandais « II manque déjà de prof dans les écoles primaire et secondaire. Alors faut pas imaginer dans les formations pour adulte »!

Il y avait une majorité d'enseignants mais la manifestation ne se limitait pas à ce seul secteur. Un groupe de pompiers liégeois enthousiastes témoignent « les postiers sont là aussi ! », et raconte « on est là pour les pensions, mais oui, les problèmes sont plus larges ! ».

Même son de cloche chez les cheminots : « ce n'est pas seulement les attaques sur les pensions. Ils s'attaquent aussi aux salaires en nous faisant perdre 200 à 400€ sur le travail de nuit! ».

Si cette mobilisation a pu dépasser les pronostics, c'est grâce aux militants de terrain et aux travailleurs eux-mêmes. Plusieurs manifestants ne comprepas le manque de naient mobilisation des directions syndicales: « Il faudrait qu'on soit encore plus nombreux. Ça concerne tout le monde ! De notre service, on n'est qu'une dizaine à avoir pu venir, le syndicat nous a prévenu trop tard », ou encore sur le rail « on a appris la journée de grève par la direction qui organisait le service minimum. La communication de la CGSP n'est arrivée qu'il y a 5 jours ».

La manifestation du 13 janvier montre néanmoins qu'il est possible de se mobiliser même quand les dirigeants syndicaux sont résolus à limiter les mouvements!

C'est par ce chemin seulement qu'il sera possible de ne plus se laisser enfermer dans les luttes entreprise par entreprise, secteur par secteur, région par région... ce qui est absolument nécessaire pour faire face aux attaques actuelles du patronat et du gouvernement.

# Fisc : la véritable injustice

Une décision de justice a récemment condamné l'administration fiscale à rembourser des milliers d'amendes infligées à des contribuables. Le tribunal rappelle qu'une première déclaration incorrecte de ses revenus imposables n'est pas frauduleuse et ne peut être sanctionnée.

Curieusement, le ministre des Finances du gouvernement Vivaldi, le chrétien-démocrate Vincent Van Peteghem, s'est empressé d'applaudir cette décision de justice qui désavoue sa propre administration.

En réalité, ces déclarations « incomplètes ou incorrectes » concernent surtout les petits patrons, les petits indépendants, petits propriétaires, avocats, médecins, bref la petite-bourgeoisie qui se fait un devoir de mentir au fisc autant que possible.

Les travailleurs salariés, dont le montant du salaire est communiqué chaque mois de façon automatisée à l'administration fiscale, sont aussi transparents qu'un patient soumis aux rayons X.

C'est du reste une injustice de plus que de prélever des impôts sur les salaires ! En effet, les travailleurs sont déjà volés de la majorité des richesses qu'ils produisent par leur travail au profit des capitalistes. Et l'État utilise l'argent des impôts pour faire fonctionner le capitalisme sans laisser le moindre contrôle aux travailleurs.

# Des cadeaux au patronat

De l'aveux de l'administration belge, on ne sait pas à quoi ont servi l'essentiel de 66 milliards d'euros de subsides octroyés par l'Etat fédéral en 2023! C'est-à-dire que des milliards ont été distribués en subventions et transferts, sans qu'on puisse les tracer et sans qu'ils soient contrôlés. Combien de milliards sont ainsi tombés « incognito » dans l'escarcelle des grandes fortunes et des multinationales ?

Quand il s'agit des allocataires sociaux, des chômeurs, des déclarations fiscales de travailleurs, des petites asbl, la moindre erreur, le moindre document ou preuve manquante vaut des problèmes administratifs à rallonge et des sanctions... mais quand il s'agit d'ouvrir les vannes de l'argent public aux capitalistes, l'argent coule à flot.



#### Dans le Hainaut

## Vous prendrez un jour la bûche dans la g....!

Créée en pleine période Covid, l'opération Noël Solidaire distribue chaque année des centaines de repas de fête... à des familles de la Région du Centre où on ne mange pas à sa faim tous les jours!

Des dizaines de bénévoles assurent la distribution des repas, financés par le CPAS. Mais le nombre de familles dans le besoin augmente chaque année. Quelle honte, dans un pays qui compte chaque année davantage de milliardaires!

## **Patrons exploiteurs**

Le patron de Michel Logistics (Région du Centre), Didier Michel, donne des interviews dans la presse. Chauffeur routier ? C'est « une chance aux jeunes qui veulent s'investir, (...) un beau métier où l'on gagne 3.000 € par mois ».

Didier Michel, son épouse et ses enfants, sont tous accusés par le parquet fédéral de former « une organisation criminelle » coupable « de trafic d'êtres humains, de blanchiment d'argent, de faux en écritures et de plusieurs autres infractions de droits pénal ». Verdict le 17 janvier prochain.

# Hôpital, microbes et parasites

En 2022, l'Intercommunale de santé publique de Charleroi, HUmani, a acheté pour 1,6 millions d'euros un terrain à Châtelineau pour y construire un hôpital psychiatrique. Une belle affaire pour le vendeur qui l'avait acheté à 26.000 euros en 2019! Hélas, le terrain, trop en pente, est impropre à la construction d'un hôpital. Et un versement de 100.000 euros de la part de l'ancien propriétaire a été retrouvé par les enquêteurs sur le compte du président du conseil d'administration de HUmani, le docteur Karalabos Raptis.

Si les comptes des hôpitaux sont « dans le rouge », les comptes de bien des fournisseurs, promoteurs immobiliers, petits et gros capitalistes sont dans le vert.



### Les enfants à la maison et les parents au coin

C'est au tour de Valérie Lescrenier (Engagés), ministre de la petite enfance du gouvernement Wallonie Bruxelles, de promettre la création de 5.000 places en crèche... comme ses prédécesseurs avant elle... La ministre a dû toutefois avouer que 1.700 places en crèche avaient disparu en quatre ans. Il y a 45.000 places d'accueil en crèche à Bruxelles et en Wallonie, et des demandes pour 100.000 enfants. Ce qui n'empêchera pas Prévot, Bouchez et De Wever de sanctionner les mamans « qui ne cherchent pas de travail ».

#### Marchands d'armes

# OTAN: Trump veut augmenter les budgets militaires!

Trump annonce qu'il veut que les pays de l'OTAN dépensent 5% de leur PIB pour l'armée. C'est plus du double de l'objectif actuel de 2%; rien que pour la Belgique, cela représenterait plus de 27 milliards d'euros par an rien que pour l'armée. Soit plus que le budget de l'éducation primaire et secondaire!

Par ce biais, Trump garantit des carnets de commandes à l'industrie de défense américaine — soutien du parti Républicain — car ses « alliés » de l'OTAN seront bien forcés d'acheter une grande partie du matériel américain. Comme la Belgique qui a récemment acheté pour 15 milliards d'euros d'avions F-35 à Lockheed Martin

Mais cela sert aussi à Trump à entraîner les autres pays de l'OTAN dans l'escalade guerrière. Car la crise économique aggrave les tensions internationales pour le partage des marchés et des profits. En particulier, le gouvernement américain mène la guerre économique contre la Chine pour maintenir la domination économique des USA face à une nation de plus en plus concurrente.

Mais ces conflits économiques finissent irrémédiablement par dégénérer en guerre tout court. C'est pour les profits des multinationales occidentales, qu'ils réarment et nous entraînent tous vers la guerre.



# L'hypocrisie des ventes d'armes

Vendredi 10 janvier, le conseil d'Etat a suspendu trois des neufs licences d'exportations d'armes vers les Émirats arabes unis qu'avait accordées à diverses entreprises le ministreprésident wallon Dolimont (MR).

La décision du conseil d'État fait suite à une procédure déposée par quatre ONG (La Ligue des droits humains, le CNAPD, Vredesactie et Amnesty international Belgique) qui dénoncent l'engagement des Émirats arabes unis dans plusieurs conflits, comme au Yémen ou au Soudan.

Dolimont doit donc temporairement restreindre l'ambition de son gouvernement de « ne plus pénaliser les industriels wallons dans leurs exportations [d'armes] » quand « l'évolution du contexte géopolitique et de la dynamique de l'économie mondiale offrent des opportunités que la Wallonie doit saisir pleinement », comme l'annonçait cyniquement la Déclaration de Politique Régionale (DPR).

Néanmoins, que les actionnaires de John Cockerill Défense, Sonaca et Bats (les entreprises dont les licences ont été gelées) se rassurent. Le gouvernement wallon a à cœur de garantir leurs sanglants profits : Dolimont promet, comme le DPR avant lui, de bientôt réformer la législation en matière d'exportation d'armes pour la rendre moins contraignante! Quant aux travailleurs qui s'offusquent légitimement de la destination des exportations d'armes, qu'ils ne se laissent pas berner par la décision du Conseil d'État!

Déjà, les lois de l'État, même actuelles, n'empêchent nullement les marchands d'armes déterminés d'exporter où bon leur semble. Derniers exemples en date, les exportations vers Israël, avec notamment plusieurs tonnes de poudre à canon de l'entreprise KNDS, produite dans la région de Liège, exportées en dépit de l'engagement de la région wallonne de bloquer les exportations d'armes vers Israël.

D'autre part, même lorsque les exportations d'armes se font vers des pays validés par la loi (et donc par la bourgeoisie), ces armes ne peuvent qu'être destinées à imposer par la force la politique d'exploiteurs, et donc, systématiquement, à la répression meurtrière de populations. L'entreprise Bats, par exemple, se vante ouvertement sur son site internet de fournir, en toute légalité, l'État Grec d'un système de contrôle électronique anti-migrant pour ses 40 km de clôtures nouvellement achevées!

Le cynisme de Dolimont, le larbin des marchands de canon, à moins le mérite d'avoir dévoilé l'hypocrisie qui entoure l'exportation d'armes aux Émirats arabes unis, en ayant rappelé que « [les Émirats] est un pays partenaire de l'Otan, (...) la Région [wallonne] y a envoyé des délégations d'entreprises et missions officielles ces dernières années » (donc sous gouvernement socialiste). Il n'y a pas que pour le MR que l'argent n'a pas l'odeur... du sang!



#### International

# VW Allemagne : licenciements

Les actionnaires présentent la facture aux travailleurs, les directions syndicales fournissent l'emballage.

Le 20 décembre, après 70 heures de négociations, les directions du syndicat IG Metall et de VW se sont mis d'accord... sur la position patronale.

#### Parole de patron



Les communications commencent par « aucune fermeture d'usine » et « maintien de la garantie de l'emploi jusqu'en 2030 ».

Mais dans deux usines, la production va bel et bien être arrêtée fin 2026. Dans les deux cas, (Dresden: 340 travailleurs; Osnabrück: 2.300) l'engagement de la direction se limite à « élaborer une perspective d'avenir pour le site », sans aucun engagement pour l'emploi.

Au contraire : VW compte supprimer 35.000 emplois d'ici 2030. Si ce ne seront formellement pas des « licenciements secs », ce seront néanmoins 1 emploi sur 10 de VW en Allemagne.

Les murs des usines seront peut-être sauvés, mais pas les salariés, et cela en contrepartie d'un gel complet des salaires jusqu'en 2030! Ce programme signifie 4 milliards d'euros d'économie en faveur des actionnaires de VW, réalisés sur le dos des travailleurs!

Céder au chantage à l'emploi des capitalistes, signifie pour les travailleurs des reculs toujours plus brutaux de leurs salaires et conditions de travail. Et plus tard des suppressions d'emplois quand même!

Contre la vague de licenciements, il faut se préparer à une lutte pour faire payer les actionnaires! Et pas seulement ceux de VW. Ils ont accumulé sur le dos des travailleurs largement de quoi maintenir tous les emplois, même si les ventes s'écroulaient vraiment!

# RDC: impérialisme coupable

La guerre continue de faire rage dans l'Est du Congo. Rien que sur la première semaine de l'année, plus 100.000 personnes ont été déplacées dans l'Est de la RDC suite aux combats entre les forces armées congolaises et le M23. Début janvier, le M23 s'est ainsi emparé de la ville de Masisi, reprise le mercredi 8 janvier par les forces armées congolaises, puis reprise à nouveau en partie par le M23 le lendemain.

Pour les populations, cette guerre continue ne peut amener que plus de massacres et de déportations.

Le M23, groupe armé qui contrôle de plus en plus de territoires dans le Kivu, est soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, qui tirent profit de la revente des minerais de la région... y compris aux entreprises européennes. Les capitalistes occidentaux qui sont à l'origine des conflits de la région, tirent profit des minerais provenant du pillage du Kivu.

Incapable de mettre fin à ce massacre, l'État congolais multiplie les menaces. Depuis 2003, il existait en RDC un moratoire sur la peine de mort. Les condamnations à mort, régulièrement prononcées, étaient systématiquement commuées en prison à perpétuité. Depuis mars 2024, le moratoire a été levé et le nombre de condamnations à mort est en hausse, dont de nombreux jeunes membres de gangs urbains.

Le 9 janvier, le ministre de la Justice, Constant Mutamba, a aussi annoncé sur X que : "Tout acteur politique, de la société civile, journaliste, religieux, qui relayera les activités de l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23, subira désormais la rigueur de la loi (peine de mort). Notre intégrité territoriale ne se marchande pas."

Face au M23, certains appellent à renforcer l'État congolais, en espérant que celui-ci pourrait protéger la population. C'est une illusion, car l'armée congolaise est composée des mêmes groupes armés qui terrorisent la population.

Comme dans toutes les guerres, les travailleurs congolais n'ont rien à attendre ni d'un camp, ni de l'autre, et encore moins des dirigeants occidentaux dont les trusts organisent le pillage des minerais du pays, en s'appuyant autant sur les États congolais et rwandais que sur les nombreux groupes armés qui empoisonnent le pays!

### Soudan : derrière les crimes, l'impérialisme

La guerre civile fait rage depuis maintenant vingt mois au Soudan. La population est soumise à des conditions de vie infernales et tente comme elle peut de survivre, prise en otage dans l'affrontement meurtrier de deux chefs de guerre pour le contrôle du pays. Derrière eux, à Washington et Bruxelles, siègent les responsables de cette barbarie.

Les bombardements intenses ont réduit en cendres de nombreux quartiers résidentiels, des villes, des dizaines de villages et des terres agricoles partout dans le pays. Les rares hôpitaux et maternités, surchargés parfois au quadruple, sont eux aussi les cibles des bombes.

À cette violence, s'ajoute celle des viols collectifs, des enlèvements de filles et de femmes, qui sont ensuite rançonnées, vendues ou réduites en esclavage. Certaines femmes se suicident dans le Nil pour échapper aux violences sexuelles. Depuis le début du conflit, plus de 150.000 personnes ont été tuées et 12 millions ont tenté de fuir les zones de combat en quittant leur foyer.

Là où les habitations n'ont pas été incendiées, dans les villages et dans les camps de réfugiés surpeuplés, les conditions de vie sont dramatiques.

Tout manque. La moitié de la population soudanaise subit la famine (selon l'ONU), soit près de 25 millions de personnes en grave malnutrition. L'accès à l'eau potable, à l'hygiène élémentaire, aux toilettes, aux médicaments, sans parler des soins hospitaliers... est presque inexistant. Cette situation favorise fortement la propagation d'épidémies, et de nombreuses maladies mortelles, dont le choléra, viennent alourdir le nombre de victimes.



Rivalité entre deux chefs militaires

Ce carnage résulte de la guerre dans laquelle s'affrontent, depuis avril 2023, le général Al-Bourhane, au commandement des Forces Armées Soudanaises (FAS) et Mohammed Daglo dit Hemetti, à la tête des Forces de Soutien Rapides (FSR).

En 2019, ces deux généraux étaient main dans la main pour réprimer la population de Khartoum qui s'était mobilisée contre la hausse du prix du pain et qui avait chassé du pouvoir le dictateur al-Bachir.

Encore aujourd'hui, les deux chefs s'entendent à merveille quand il s'agit de mater les élans de révolte populaire. Mais leurs ambitions personnelles à conquérir le pouvoir au Soudan les amènent au conflit qui sévit aujourd'hui et fait vivre l'enfer aux habitants du pays.

# Impérialistes : premiers responsables !

Jouant à l'arbitre, le secrétaire d'Etat des États-Unis vient d'accuser les FSR de génocide. Voilà une démonstration d'hypocrisie qui peut s'ajouter à tous les discours grandiloquents et appels creux au cessez-le-feu, prononcés du haut d'une tribune à l'ONU.

En réalité, derrière les deux généraux, les pays impérialistes jouent leurs cartes et vendent leurs armes à l'aide de leurs alliés dans la région. L'Arabie saoudite et l'Égypte soutiennent financièrement et militairement Al-Bourhane (FAS), quant à Hemetti (FSR) il est allié aux Émirats arabes unis. Ces trois pays font partie des plus gros clients des marchands d'armes occidentaux, dont les États-Unis et la France.

Les capitalistes occidentaux sont mouillés jusqu'au cou dans les conflits en Afrique. Amnesty International a révélé, par exemple, que des équipements militaires français armaient des véhicules émiratis en activité au Soudan.

Oui, les grandes puissances pointent du doigt les brigands auxquels ils vendent eux-mêmes les armes ! Ils jouent les donneurs de leçons et étalent leur démagogie. Mais le sort des populations, ils n'en ont rien à faire ! Leur objectif, c'est entre autres de s'assurer le contrôle des dizaines de tonnes d'or qui, chaque année, sont extraites des mines du Soudan avant d'être exportées vers les pays voisins.

Sérieusement, quelle leçon les plus grands brigands de la planète pensent-ils avoir le droit de donner ? Ils voudraient faire oublier les massacres et pillages qu'ils ont perpétrés pour mettre la main sur les richesses du globe ? Ils ont colonisé l'Afrique et maintiennent aujourd'hui leur domination économique au prix du sang et de la sueur des Africains. Les capitalistes occidentaux sont les premiers responsables de la barbarie qui sévit actuellement. À bas l'impérialisme!

# Incendies, climat : hypocrisie capitaliste!

Los Angeles : les assurances anticipent



Les énormes incendies de Los Angeles sont en train de détruire des quartiers entiers, et pas seulement ceux des stars d'Hollywood. Outre les vies humaines, les dégâts pourraient se monter à des dizaines de milliards de dollars. Mais les compagnies d'assurance annoncent déjà qu'elles ne couvriront pas tous les dégâts. Elles ont utilisé des modèles prédictifs pour anticiper les trajets des incendies afin d'exclure de leurs contrats les zones ou les régions les plus exposées!

Autrement dit, les instruments et les modèles qui pourraient permettre d'anticiper les effets annoncés du réchauffement climatique et de répertorier les zones à protéger en priorité, servent d'abord et surtout à maximiser les profits des compagnies d'assurance!

# Mayotte: mépris de classe et poison xénophobe

A Mayotte, trois semaines après le passage dévastateur du cyclone Chido, la situation reste catastrophique. Là, on ne parle même pas d'assurances : les habitants sont depuis longtemps piégés dans le cycle infernal des destructions dues aux cyclones, puis des reconstructions en tôle, faute de mieux.

Et pour dissimuler les vrais responsables du chaos, tous les dirigeants français en visite à Mayotte usent de la même ficelle grossière : dénoncer les migrants, premières victimes du cyclone, alors que l'État français ne réalise même pas les investissements minimum nécessaires.

Reprenant les mêmes mots que les ministres qui l'ont précédée, Marine Le Pen a déclaré dès son arrivée sur l'île par avion militaire le 5 janvier : « Sans régler le problème de l'immigration clandestine, rien ne sera utile. »

En réalité, en séparant Mayotte des autres îles des Comores pour y conserver une base militaire, l'État français à créé au sein d'un même peuple, les conditions de cette migration des îles plus pauvres vers une île un peu moins pauvre!



### Groenland: le gros bâton de Trump...

Les menaces de Trump de renommer le Golfe du Mexique en Golfe américain et surtout d'annexer le Groenland, le Panama et même le Canada ont provoqué un tollé. Mais ces provocations n'annoncent rien de bien nouveau : depuis 1941, la seule base militaire au Groenland est américaine, et les États-Unis ont proposé plusieurs fois de racheter ce territoire au Danemark... qui lui-même l'a colonisé au 18ème siècle!

Sans le vernis hypocrite habituel des politiciens, Trump exprime crûment la réalité des rapports qui régissent le système capitaliste et qui ne connaissent qu'une seule loi : celle du plus fort.

Et quand bien même ces déclarations ne seraient pas mises en œuvre, la bourgeoisie américaine domine déjà toutes ces régions du monde : militairement, par leurs bases militaires et économiquement, par leurs multinationales, leurs banques et le dollar.

## ...au service d'une politique nationaliste

Par ces déclarations, Trump cherche aussi à galvaniser le nationalisme dans la population américaine. En promettant d'annexer ces territoires, il prétend que les USA, « nation supérieure », peuvent soumettre à leur guise les autres peuples de la Terre. Il ne faut pas que les travailleurs américains tombent dans ce piège grossier.

# Gaza: halte au massacre!

Les frappes journalières de l'armée israélienne continuent à semer la mort à Gaza. Fin décembre, l'armée a attaqué le dernier hôpital encore opérationnel dans le nord de Gaza, le rasant et enlevant le médecin qui le dirigeait.

Après 15 mois de bombardements, ce sont plus de 46.000 Palestiniens, dont au moins 14.000 enfants, qui ont été tués. Et pour ceux qui survivent, les conditions de vie, sous tente, sont inhumaines. Depuis fin décembre, huit nourrissons sont morts de froid, d'après l'Unicef. L'État israélien restreint l'accès à la nourriture et à l'eau, provoquant la famine. En décembre, seuls 70 camions par jour pouvaient entrer dans la bande de Gaza, contre 500 avant octobre 2023, et nombre de ces camions sont pillés par des gangs, sous les yeux de l'armée israélienne.

Soutenant la politique impitoyable de l'État israélien, Joe Biden vient d'approuver une vente d'armes supplémentaire de huit milliards de dollars à Israël, gage du soutien sans faille que les puissances occidentales apportent à l'État d'Israël, leur bras armé au Moyen-Orient.

# Ukraine-Russie : refus d'être de la chair à canon

Après bientôt trois ans de guerre depuis l'invasion de février 2022, l'opinion sur la guerre a évolué, tant du côté des populations ukrainiennes que russes. De nombreux hommes potentiellement mobilisables pour le front refusent d'aller risquer leur vie dans cette guerre dont ils ne voient pas la fin ni même la raison. En témoignent les nouvelles sur les recrutements forcés et les désertions.

Une brigade ukrainienne de 2.500 hommes, nommée « Anne de Kiev », envoyée en France pour une formation militaire, s'est désagrégée. Quelques dizaines de soldats auraient déserté sur le territoire français, dès leur arrivée en France. Et près de 1.500 auraient déserté au total, en majorité lors de leur retour sur le front.

Début janvier, la police ukrainienne annonçait « plus de 600 perquisitions » contre les réseaux qui organisent le passage de la frontière par des hommes qui ont refusé d'aller servir de chair à canon.

La télévision a aussi montré des images de brigades faisant la chasse dans les rues pour enrôler de force des hommes de tous âges, et les conduire sur le front. Un père de famille de trois enfants témoignait qu'en théorie il devrait être exempté, mais que cela ne suffirait pas à arrêter les nervis de l'État ukrainien en quête de chair à canon. Un autre homme interviewé a choisi de se cacher: « Au début de la guerre, j'aurais même voulu me faire enrôler, mais aujourd'hui cette guerre n'a plus de sens. Il faut qu'elle s'arrête ».



Côté russe, les primes élevées pour les volontaires ne suffisant pas, les méthodes de recrutement forcé sont similaires : des brigades contrôlent les hommes dans les rues, à la sortie des transports, etc. Et entre 10.000 et 12.000 soldats nord-coréens auraient été envoyés en Russie, soit en formation, soit sur le front dans la région de Koursk, ce qui témoigne également de la difficulté pour l'armée russe à recruter.

Dans cette guerre, les soldats ukrainiens et russes s'entretuent dans un conflit entre les impérialistes occidentaux d'un côté, l'État russe et ses oligarques de l'autre. La réalité de la guerre est bien loin des discours de la clique de politiciens et d'intellectuels ici en Europe qui, à l'abri dans des salons feutrés, ne cessent d'expliquer que la population ukrainienne doit continuer à se sacrifier pour la "défense de la démocratie", en réalité pour les profits des capitalistes occidentaux.

### "Influence étrangère" et hypocrisie "démocratique"

En Roumanie, le premier tour des élections présidentielles avait vu le candidat d'extrême droite pro-russe, Calin Georgescu, arriver en tête. Cette élection a été annulée au motif que Georgescu aurait bénéficié d'une campagne de soutien importante, probablement financée par la Russie, sur le réseau social TikTok.

Mais quand Elon Musk – l'homme le plus riche du monde et propriétaire de X (ex-Twitter) – met ouvertement X au service de l'extrême droite allemande (l'AfD), il n'est alors aucunement question de mettre en cause la validité du scrutin en Allemagne!



#### Suivez nous sur les réseaux:

#### Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be

### Au sommaire :

## <u>Licenciements, restructurations : pour une défense collective des travailleurs !</u>

- Derrière les "petites entreprises", le grand capital!
- 2024 : record de licenciements
- Témoignage : licenciements chez Tractebel
- Audi : les patrons ne font pas de cadeau

#### Capitalisme en crise

- Premier janvier : tout augmente, sauf les salaires
- Les pétards de Francken
- Salaires mirobolants des CEO : les miettes des capitalistes
- Arizona : sept mois de négociations
- Manifestation contre la réforme des retraites
- Fisc : la véritable injustice
- Des cadeaux au patronat
- Journée de mobilisation réussie dans la fonction publique

#### Dans le Hainaut

- Vous prendrez un jour la bûche dans la g...
- Patrons exploiteurs
- Hôpital, microbes et parasites
- Les enfants à la maison et les parents au coin

#### Marchands d'armes

- OTAN : Trump veut augmenter les budgets militaires
- L'hypocrisie des vendeurs d'armes

#### International

- VW Allemagne : licenciements
- RDC : impérialisme coupable
- Soudan : derrière les crimes, l'impérialisme
- Incendies, climat : hypocrisie capitaliste
- Groenland : le gros bâton de Trump
- Gaza : halte au massacre
- Ukraine-Russie : refus d'être de la chair à canon
- "Influence étrangère" et hypocrisie "démocratique"